Carton rouge aux arnaqueurs

Corruption dans le football

Le 29 juin dernier, la police a procédé simultanément à 7 arrestations, après avoir effectué des perquisitions dans une douzaine de lieux différents. Les accusations portent sur des soupçons de corruption et de matchs de football truqués. Des arbitres et des joueurs semblent impliqués…

Le Parquet central et l'Office d'enquête national ont mis en détention préalable des personnes soupçonnées d'avoir truqué des matchs de football. Le porte-parole du Parquet, Géza Farkas, a annoncé que parmi les 7 accusés, on compte 4 arbitres et 3 joueurs, dont Zoltán Kenesei, ancien footballeur du Nemzeti Bajnokság (Championnat national Hongrois). Géza Farkas a laissé entendre qu'en plus des 7 accusés, d'autres personnes seraient également mêlées à l'affaire. Ils auraient notamment participé à l'activité de ce réseau, mais il n'a pas encore été confirmé que de nouvelles pistes d'accusations soient engagées. Selon les enquêteurs, les 7 personnes auraient constitué une association criminelle, dirigée par Zoltán Kenesei, le tout sous la surveillance de la mafia asiatique des paris. A l'image de Luciano Moggi en Italie (principal accusé du procès Calciopoli), Zoltán Kenesei s'employait à corrompre des joueurs et des arbitres avant les matchs, préalablement choisis par les dirigeants de la mafia internationale des paris. Il se chargeait, d'autre part, de

remettre des «pots-de-vin» à ces derniers. L’organisation criminelle aurait dépensé ainsi entre 40 000 et 80 000 euros par match. Plus inquiétant, ce ne sont pas uniquement des rencontres hongroises qui seraient ciblées. En effet, les autorités ont rassemblé des preuves sur la falsification de 2 matchs sud-américains, 3 matchs finois ainsi qu’un match hongrois.

Les membres du réseau criminel auraient en effet parié sur des matchs via 5 agences asiatiques. Il semblerait que les résultats des matchs aient été négociés, un penalty surprenant ayant été tiré par exemple au cours des 5 dernières minutes d'un match. Ces faits de jeu ont permis au réseau de gagner une somme équivalente à 100 millions de HUF (environ 350 000 euros) par match. D’après les autorités, le préjudice causé aux agences concernées est à hauteur de 400 000 à 600 000 euros. Si les corrompus peuvent être condamnés à une peine de prison allant jusqu’à 5 ans, la période de détention pourrait s’étendre jusqu’à 20 ans pour les commanditaires.

Les accusés ont nié avoir commis ces crimes. La majorité d’entre eux ont refusé de fournir des aveux, certains ont même formulé une plainte contre la garde à vue. « Non seulement je ne me sens pas coupable mais je suis convaincu de n’avoir rien commis qui soit contraire à la loi » a déclaré Zoltán Kenesei, via son avocat, pour le journal Blikk. « Je connais toutes les personnes concernées par cette affaire, elles jouent un rôle important dans la vie du football hongrois. Parmi eux, je connais bien Mátyás Lázár pour avoir joué avec lui dans plusieurs équipes. Autrefois, nous faisions du sport ensemble, actuellement nous entretenons des relations amicales » a-t-il ajouté. De son côté, le journaliste canadien Declan Hill, spécialiste des affaires de corruption dans le football, a félicité les autorités hongroises pour l’efficacité de leur travail. «Il est prometteur que dans le pays de Ferenc Puskás et des Magyars magiques, les autorités consacrent leurs efforts à renforcer la crédibilité du jeu » a-t-il affirmé.

Les matchs truqués ne toucheraient pas seulement la Hongrie. En novembre dernier, le Parquet de Bochum en Allemagne a annoncé que 9 pays européens seraient concernés par des matchs de football truqués. Ils seraient dirigés par le centre d’organisation des paris illégaux situé à Berlin. Parmi les matchs concernés figurent des rencontres de division inférieure, mais également des matchs de Ligue des Champions, de Ligue Europa, ainsi que des matchs nationaux. Le Parquet a depuis ouvert des enquêtes visant environ 300 matchs, dont une quinzaine de matchs hongrois. Suite aux investigations effectuées par l’Office d’enquête national, les

instances du football Européen (l’UEFA) ont infligé une peine stricte à deux joueurs de l’équipe de Debrecen. Ils ont été suspendus 2 ans pour ne pas avoir signalé des propositions de tricherie qui leur ont été faites.

Afin de démanteler ces affaires de corruption, la Fédération internationale de football (la FIFA) adopte une politique de tolérance zéro en appliquant des mesures strictes. Toutefois, l’organisation n’intervient qu’une fois le procès judiciaire achevé. « Quand le procès est clos dans un pays et que les autorités compétentes trouvent l’accusation fondée; alors le footballeur, l’arbitre ou l’entraîneur sera définitivement interdit de l’exercice de sa profession » a déclaré le président de la FIFA, Joseph Blatter, au portail « Soccerway ». La lutte contre la corruption sera également soutenue par Interpol, organisation à laquelle la FIFA avait versé 20 millions de dollars pour aider à la poursuite des enquêtes. Une chose est sûre : mieux vaut ne pas risquer une carrière…

Máté Kovács

•

Catégorie
Agenda Culturel